

FORESTERIE

Profil sectoriel



Faits et chiffres sur le secteur, 2016

Recettes d'exploitation totales* <i>Fluctuation depuis 2007</i>	69 G\$ -7 G\$
PIB total (en \$ CA de 2007) <i>Pourcentage du PIB du Canada</i>	22 G\$ 1,3%
Exportations	35 G\$
Importations	11 G\$
Balance du commerce extérieur <i>Fluctuation corrigée en fonction de l'inflation depuis 2007</i>	24 G\$ -12%
Nombre total d'emplois <i>Fluctuation depuis 2007</i>	202 000 -29 %
Salaire horaire moyen (à l'exclusion des heures supplémentaires) <i>Fluctuation corrigée en fonction de l'inflation depuis 2007</i>	25,25 \$ +1%
Croissance de la productivité de 2007 à 2016	22 %
Nombre moyen d'heures de travail par semaine (à l'exclusion des heures supplémentaires)	37
Nombre moyen d'heures supplémentaires par année	107
Émissions de gaz à effet de serre (en kilotonnes, 2014) <i>Pourcentage des émissions industrielles totales du Canada</i>	43 600 7%
Taux de syndicalisation	34 %
Nombre de membres d'Unifor dans le secteur	22 100
Pourcentage de membres d'Unifor	7 %
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	282
Taille moyenne des unités de négociation	78

Source: CANSIM, Données sur le commerce en direct, Service de recherche d'Unifor

*Données de 2015

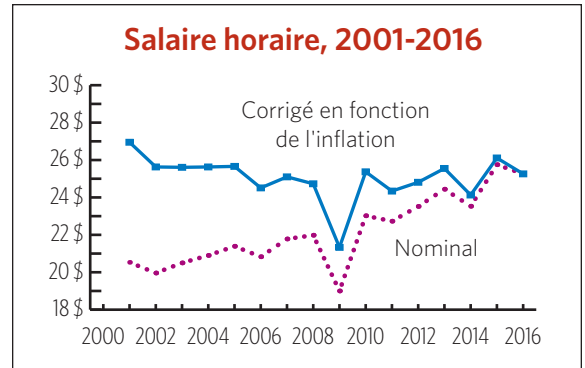


unifor
the Union | le syndicat

unifor.org

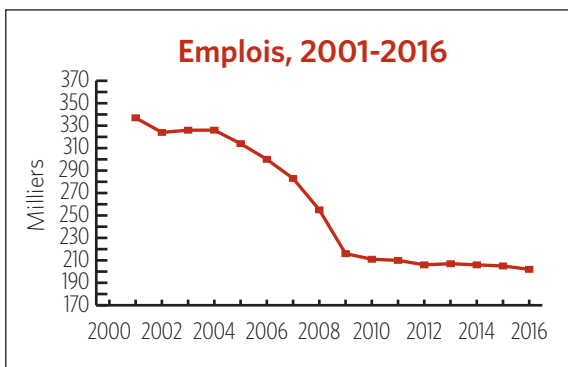
Conditions actuelles

La dernière décennie a été pénible pour le secteur de la foresterie au Canada. Le déclin éprouvant et la transformation de l'industrie étaient déjà bien amorcés dans les cinq années précédant l'effondrement de Wall Street en 2008. Le creux de la crise a été marqué par de nombreuses faillites et fermetures ainsi que par une transformation massive du paysage du secteur. Un examen du rendement de l'industrie canadienne depuis 2009 révèle une tendance à la stabilisation et un certain nombre de signes favorables. Bien entendu, de fortes pressions subsistent. Ces dernières sont causées par la baisse de la demande pour un grand nombre de catégories de papier et la stagnation générale, voire l'assombrissement, des perspectives des papiers graphiques dans les marchés matures. Néanmoins, la situation s'améliore au fur et à mesure que l'économie mondiale reprend. Par exemple, on observe notamment un meilleur rendement dans les catégories d'emballage, la pâte pour transformation chimique et le marché des papiers minces, lequel est pratiquement immunisé contre la récession.



L'exploitation forestière, les pâtes et papiers et la fabrication de produits du bois emploient 202 000 Canadiens à la grandeur du pays. La plupart de ces emplois sont de qualité et assortis de salaires décents. Le Canada est le principal exportateur de produits forestiers au monde. En effet, nous envoyons à l'étranger plus de la moitié de notre production annuelle, estimée à 69 milliards de dollars. De plus, l'industrie et ses travailleuses et travailleurs financent des services essentiels comme les soins de santé, l'éducation et les infrastructures en contribuant grandement au trésor public.

Contrairement aux pâtes et papiers, l'industrie des produits du bois bénéficie de la reprise du secteur immobilier américain et de la faiblesse du dollar canadien. La reprise du marché immobilier américain a fait augmenter la demande pour les produits du bois canadiens, ce qui s'est traduit par une hausse de la valeur totale des exportations de 40 % au cours des trois dernières années. Toutefois, à moyen terme, divers risques assombrissent les perspectives de l'industrie. Même si la production devrait demeurer stable ou augmenter, les contraintes liées à l'approvisionnement en bois d'œuvre



(découlant d'une infestation de dendroctones du pin argenté) limiteront la production nationale. Ce problème d'approvisionnement touchera durement les marchands de bois de l'intérieur de la Colombie-Britannique et pourrait même entraîner des fermetures d'usines. De plus, l'expiration de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis et l'imposition de nouveaux droits compromettront grandement l'accès des producteurs canadiens de bois d'œuvre résineux à leur marché principal si rien n'est fait.

Unifor dans l'industrie canadienne de la foresterie

Employeurs choisis	Nombre approximatif de membres
Produits forestiers Résolu	2 400
J.D. Irving Ltd.	1 200
Domtar	1 100
Tembec	1 100
Cascades	800

Comptant 22 000 membres répartis dans 10 provinces, Unifor est le principal syndicat du secteur de la foresterie au Canada. Les membres d'Unifor travaillent pour diverses entreprises forestières ainsi que des fabricants de produits de bois et de papier. Près de la moitié des effectifs sont concentrés au Québec, alors que l'Ontario et la Colombie-Britannique représentent respectivement 17 et 13 % des membres. Environ 30 % des membres du secteur de la foresterie travaillent pour les cinq principaux employeurs. Produits forestiers Résolu, le

plus grand employeur, compte 1 membre sur 10.

Prochaine étape : Développer l'industrie de la foresterie

Étant l'une des industries fondatrices de notre pays, la foresterie évoque, trop souvent, la nostalgie. Dans notre société de plus en plus urbaine, la foresterie ne fait généralement pas partie des préoccupations d'un trop grand nombre de dirigeants politiques. Or, il est crucial que nous voyions la foresterie pour ce qu'elle est réellement de nos jours : une partie intégrante de notre économie contemporaine, une source majeure d'emplois de qualité, un chef de file en matière d'innovation et une ressource naturelle renouvelable promise à un brillant avenir.

En revanche, le secteur de la foresterie est en transition. La dernière décennie a présenté des difficultés incroyables, dont l'évolution rapide des marchés, une baisse de la demande des consommateurs pour le papier journal et d'autres papiers à l'ère numérique, des variations brutales de la demande dans les secteurs du logement et de la construction, l'effet dévastateur de la surévaluation du dollar canadien sur les exportations, de même qu'une crise financière et une récession mondiales. Pendant cette période, l'industrie a perdu le tiers de ses emplois.

Malgré des améliorations continues sur le plan de la productivité et des mesures de restructuration, le modèle opérationnel qui avait servi le secteur pendant des décennies n'était plus viable sur le plan économique. Sans une transformation en profondeur, bien des sous-secteurs de la foresterie étaient voués à la marginalisation à long terme, ce qui aurait eu de vastes répercussions.

Après une restructuration douloureuse qui a exigé du dévouement et des sacrifices de la part des travailleuses et travailleurs et qui a été facilitée par des politiques gouvernementales vigoureuses, l'industrie est sur la voie de la reprise. Elle pourrait même être vouée à un bel avenir. La bonne nouvelle, c'est qu'une grande partie du secteur de la foresterie procède à des investissements transformateurs et que les marchés établis gagnent en stabilité, alors que les marchés émergents sont prometteurs.

Principaux enjeux liés au développement du secteur

- S'assurer que le Canada négocie un nouvel accord équitable sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis.
- Accorder la priorité à la réconciliation avec les communautés autochtones et travailler en partenariat avec celles-ci pour développer le secteur de la foresterie.
- Améliorer la durabilité de la foresterie au Canada et chercher à atteindre des normes plus rigoureuses dans le monde entier.
- Accroître les investissements publics pour stimuler la production à valeur ajoutée, la transition vers de nouveaux marchés et l'innovation verte.
- Établir un conseil national de la foresterie pour entretenir le dialogue entre toutes les parties prenantes.



unifor
theUnion | lesyndicat